

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 32 F et 16 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 175
LE NUMERO : 1 F
17 au 30 juin 1974

AU PORTUGAL, N-ÈME CONFIRMATION

Le prolétariat ne doit attendre de l'opportunisme que défaite et trahison

Le calme règne à Lisbonne. La menace d'utiliser la force publique d'un côté, et de l'autre « les appels du parti communiste, du parti socialiste, du mouvement démocratique et des porte-parole des militaires, ont entraîné une reprise quasi-totale du travail » (L'Humanité du 4-6), c'est-à-dire ont brisé net le plus grand mouvement de grève qu'ait jamais connu le Portugal.

Selon l'interprétation ignoble que donne

de ces événements, ici comme là-bas, l'opportunisme stalinien, il s'agirait d'un « complot contre-révolutionnaire » ourdi par ceux qui « misaient sur la misère » du peuple portugais, le « plus pauvre d'Europe », pour lancer un mouvement « beaucoup moins contre le patronat que contre le gouvernement provisoire, et principalement contre les forces de gauche qui en font partie » (L'Humanité du 4-6).

Selon cette interprétation, la tentative désespérée des forces du grand capital qui n'ont pas hésité à faire succéder à la pire exploitation d'« étranges semaines de bonté », et ont « accordé des avantages qui parfois ne sont nullement revendiqués par certaines catégories de travailleurs, dans le but évident de créer le trouble et de sérieuses perturbations dans d'autres secteurs » (L'Humanité du 18-5), a fait long feu. La manœuvre de ces forces réactionnaires, puisamment aidée par « la démagogie gauchiste » visait à briser « l'alliance du peuple et de l'armée », à permettre au fascisme honni de relever la tête et de « revenir aux postes de commande ». Heureusement, « la réaction ouvrière a été prompte et énergique » (L'Humanité du 4-6), « le sang-froid des militants communistes, des soldats et des officiers » a pu éviter tout incident (L'Humanité du 27-5), le « peuple et l'armée unis » ont pu « couper la route à la contre-révolution ».

Qu'une telle interprétation, sortie des cerveaux impuissants de démocrates séniles dont la vision sociale tient du rapport de police, ne résiste pas une seule minute à l'examen et n'ait d'autre but que de cacher la trahison honteuse des intérêts du prolétariat métropolitain et des masses colonisées sous des flots de paroles, cela est parfaitement démontré ne serait-ce que par les mises en garde de Spínola lui-même auxquelles ont fait écho les « appels » du PC et du PS. Aux grévistes, le fourrier de la démocratie portugaise a déclaré : « la période d'enthousiasme euphorique est terminée... », et a appelé à la « discipline » et au « respect mutuel » (sic), rappelant que les forces armées ayant aujourd'hui confiance dans les institutions, elles

« n'hésiteront en aucune façon à répondre à la violence par la force ». Selon Le Figaro du 30-5-74, ces allusions concernent bien évidemment, « non pas une droite qui se terre dans une prudence réservée, mais les gauchistes, qui, depuis le coup d'Etat, et à la faveur d'une désorganisation évidente des structures, provoquent des incidents de plus en plus nombreux ».

Sans aucun doute, si le pouvoir en place au Portugal représentait les intérêts révolutionnaires du prolétariat, ce dernier devrait « distinguer ce qui est principal de ce qui est secondaire » ; tout devrait alors être subordonné à la défense de la révolution — et il est indéniable que la révolution exige de grands sacrifices du prolétariat. Mais seuls de misérables valets stipendiés peuvent parler de « révolution » au Portugal. Une révolution aurait détruit la machine de l'Etat, brisé l'armée, la police, l'administration, donné l'indépendance immédiate et sans condition aux « provinces d'outre-mer », elle aurait dénoué assurément de façon radicale le « problème des colonies » car c'est précisément ce monstrueux empire colonial qui est la cause du retard d'un Portugal resté longtemps figé — jusqu'à ces dernières années — dans une genuflexion stérile devant une « puissance » donnée en prêt-bail par l'Angleterre, et devant... le bon Dieu ; cet empire est aussi et surtout la cause de l'oppression terrible qui pèse sur le prolétariat, la cause de l'atrophie de l'administration et de l'armée portugaise, de la corruption et de la stérilité du mouvement social. Loin d'avoir accompli ces tâches, la « révolution du 25 avril » a pour but la « rénovation de l'Etat », son renforcement par l'amélioration

de la police et de l'administration, en cachant ces instruments de force et de contrainte sous le voile trompeur de la démocratie. Il suffit de dire avec quelle satisfaction, les grands groupes financiers comme la CUF (Companhia Uniao Fabril) et Champalnaud ont « accueilli » — pour ne pas dire favorisé — la chute de l'« Estado Novo » ! Il suffit de rappeler la continuité même du personnel politique, le ministre Magalhes Moha étant déjà ministre sous Caetano. Ajoutez quelques hommes « neufs » de l'opposition démocrate, socia-

(Suite page 4)

UN REFRAIN CONNU

Retrousser les manches et se serrer la ceinture

« Plan d'austérité » en France, « Sacrifices pour tous » en Italie, « Limitation « volontaire » des salaires » en Grande-Bretagne : partout, le capital cherche à échapper à la crise en pressurant encore davantage la classe ouvrière.

La recette bourgeoise est d'une simplicité biblique : il faut exporter plus, donc, comme l'écrivait « Le Monde », « retrousser les manches » pour produire plus (comme si les manches n'étaient pas retroussées depuis toujours !). Il faut en même temps importer moins, c'est-à-dire « serrer la ceinture » aux prolétaires (ces goinfres !) en réduisant leur consommation. Si les travailleurs se sacrifient suffisamment, s'ils acceptent de s'exténuier au travail tout en voyant leurs salaires diminuer, alors, disent les bourgeois, la crise pourra être évitée et la sacro-sainte économie nationale sera sauvée.

Ce beau raisonnement n'oublie qu'un petit détail : pendant que chaque bourgeois le tient, chacun de ses voisins en fait autant. Chacun veut exporter plus, alors que tous les autres veulent importer moins. Chacun veut importer moins, alors que tous les autres veulent exporter plus. Où cela mène-t-il ? A ce résultat très simple : en cherchant à échapper individuellement à la crise, les capitalistes ne font que précipiter l'engorgement des marchés... et donc la crise. Tel est l'aboutissement inéluctable des rapports marchands et de l'anarchie capitaliste.

En attendant, dans la guerre commerciale qui s'exacerbe, chaque prolétaire est censé, par ses sacrifices, aider ses exploités à s'imposer au détriment des concurrents, à leur voler des marchés, c'est-à-dire à jeter au chômage les ouvriers des autres pays, ses frères de classe, auxquels on tient le même langage. Dans la guerre commerciale comme dans la guerre tout court, les prolétaires n'ont aucune patrie à défendre, aucune victoire à gagner : ils seront de toute façon les fantassins et les victimes des batailles que se livrent leurs exploités avec leur sueur et avec leur sang.

Ce n'est qu'en pratiquant le défaitisme, en refusant de se battre directement ou par marché interposé entre eux, en s'unissant par dessus les frontières bourgeoises pour détruire le capitalisme et ses garde-chiourmes étatiques, que les prolétaires pourront s'émanciper de l'esclavage salarié !

Un pas en avant, un pas en arrière (à propos de deux polémiques)

Les prises de position opportunistes de l'OCI, de Rouge et de Lutte Ouvrière au cours de la dernière campagne électorale (nous avons montré dans ces colonnes ce qu'elles révélaient de gradualisme et de démocratisation dans la question de l'Etat, de suivisme à l'égard de la social-démocratie et en particulier du PCF) ne pouvaient pas ne pas susciter les

critiques de groupes qui, tout en appartenant à la même famille, cristallisent en partie les réactions d'éléments combattifs. Mais lorsqu'elle ne se rattache pas à l'intégralité du marxisme révolutionnaire, la critique est condamnée à rester incomplète et contradictoire. La polémique de la LIRQI contre l'OCI, celle de Révolution contre Rouge illustrent bien cette impuissance.

Née de la décomposition d'une OCI de plus en plus réduite au rôle d'appendice des partis « de gauche », la fraction LIRQI de l'OCI dénonce le gradualisme et le suivisme d'une direction qui prétendait naguère représenter l'« intransigeance » du trotskysme face à ses révisions « pablistes », affirmant que, en théorie, « toute la politique de la direction actuelle de l'OCI revient à introduire par la bande la notion de « révolution par étapes » (Supplément au n° 4 de Reconstruire la Quatrième Internationale, mai 1974, p. 30), tandis qu'en pratique la déclaration de soutien « sans condition » de l'OCI à un éventuel gouvernement PC-PS, voire à un gouvernement de « Front Populaire » revient à soutenir « un gouvernement à la solde du capital » (p. 27) en se mettant « non seulement [...] à la traîne des appareils, mais à la traîne des illusions des masses ».

Seulement, la LIRQI prétend critiquer l'OCI sur la base de ses propres principes et de sa propre tradition jusqu'aux dernières années exclues, sans comprendre que la dégringolade finale découle inéluctablement de ceux-ci, et non d'on ne sait quel machiavélisme des di-

rigeants : ce qui l'amène à toute une série d'absurdités, tout aussi gradualistes et suivistes que celles des « chefs historiques » du lambertisme.

En effet, la LIRQI se prononce pour un « gouvernement ouvrier », qu'elle définit comme un gouvernement « né de la mobilisation des travailleurs » (mais pas de l'insurrection et de la destruction de l'Etat !), appliquant « le programme ouvrier auquel les masses as-

pirent » (c'est-à-dire « l'abrogation de la constitution de 1958 et des institutions gaullistes », les « nationalisations sans indemnité ni rachat » (p. 3) et autres mesures réformistes) et pouvant être un gouvernement PC-PS, mais aussi « une coalition syndicale, ou même une coalition de la IV^e Internationale et d'autres partis ouvriers, ou même la IV^e Internationale seule ». « Dans ce cas, le gouvernement ou-

(suite page 3)

Vient de paraître

PROGRAMME COMMUNISTE N° 63

Au sommaire :

- Trajectoire du travaillisme.
- Leçons des contre-révolutions.
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (deuxième partie).
- Les « réformes agraires » des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la « révolution » tunisienne.
- Inflation, profits et salaires.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

RÉUNIONS PUBLIQUES

LA GAUCHE ET L'EXTRÊME-GAUCHE A L'ÉPREUVE DES ÉLECTIONS

- PARIS : Vendredi 21 juin, 20 h 30, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (10^e) - Métro : République
- LILLE : Vendredi 28 juin, 20 h 30, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes)

La bombe irlandaise dans la forteresse britannique

L'Irlande du Nord, 1.500.000 habitants, dont 2/3 de protestants et 1/3 de catholiques, superficie : celle d'un département français, « province » britannique depuis que le reste de l'île a accédé à l'indépendance juridique totale en 1949, après des siècles de domination anglaise marqués de révoltes et d'insurrections réprimées dans le sang, et au prix d'une partition qui a laissé la partie nord de l'île, la partie industrialisée, directement aux mains des Anglais et a fait du Sud agricole, républicain et catholique, une semi-colonie de la Grande-Bretagne.

Depuis que l'Angleterre colonise l'Irlande, les catholiques d'origine celtique lui font la guerre, et pendant ces dernières années ils ont mis sur pied une organisation armée l'IRA (armée républicaine irlandaise) « provisoire », tandis que les protestants descendant des Anglais constituent des formations para-militaires (UDA, Vanguard), pour la défense du régime et de leurs privilèges de « pieds noirs » de l'Ulster. Pour maintenir l'« ordre », et avec lui le statu-quo colonial et l'oppression politique de la minorité irlandaise, 16.500 soldats britanniques sont sur place. L'affrontement entre Irlandais et « pieds noirs », que l'infâme Albion prétend « arbitrer », a déjà fait plus de 1.000 morts depuis que la guerre civile a repris il y a cinq ans. Sur le plan constitutionnel, l'Angleterre, désireuse de donner un vernis démocratique à sa domination de fait, a essayé de mettre sur pied un « gouvernement » provincial où protestants et catholiques pro-anglais se « partageraient équitablement » le pouvoir, et un Conseil de l'Irlande, sorte de préfiguration juridique de

l'Irlande de demain (accord de Sunningdale)... Craignant de voir leur suprématie remise en cause, les protestants ont déclenché un puissant mouvement de grève, qui au bout de quinze jours a complètement paralysé le nord de l'île, et a amené le gouvernement provincial à démissionner, enterrant du même coup le projet de Conseil de l'Irlande.

Analysant la « question irlandaise », il y a maintenant un siècle, Marx et Engels prenaient naturellement fait et cause pour l'indépendance irlandaise contre l'impérialisme anglais, et incitaient la classe ouvrière anglaise à faire sien ce combat, en rompant radicalement sur ce point — comme sur les autres — avec « sa » bourgeoisie. Aujourd'hui la question se pose fondamentalement dans les mêmes termes, du point de vue de la classe ouvrière anglaise. Or, s'il est vrai que le chef des Trade-Union britanniques est allé à Belfast parler aux ouvriers protestants engagés dans le Conseil ouvrier d'Irlande (UWC), fer de lance de la grève qui a défié l'autorité britannique, on peut être sûr que

c'est au nom du pacifisme qui doit régler les rapports normaux entre les Irlandais et le pouvoir de Londres. Comment pourrait-il en être autrement, puisque les Trade-Union soutiennent le gouvernement du travailliste Wilson, dont la politique irlandaise est la même (on dit à Westminster qu'elle est « bipartite ») que celle qu'a menée son compère Heath quand il était au gouvernement. L'organe de l'opportunisme français n'hésite pas, lui, à écrire que dans la situation actuelle, le fait que Londres ait repris les choses en main, c'est-à-dire administre directement la province, constitue une « politique du moindre mal » (L'Humanité, 31-5-74). Il est vrai que selon le PCF, le mouvement protestant étant fascisant — ce qui n'est pas faux —, ici comme ailleurs la meilleure garantie contre le fascisme serait l'armée (à condition bien entendu qu'elle soit « démocratique », ce qui pour lui doit être vraisemblablement le cas d'une armée anglaise — miraculeusement — revenue à de meilleurs sentiments après avoir défendu le capital anglais en Afrique du Sud, en Egypte, aux Indes et ailleurs). Le respect superstitieux qu'ont tous les démocrates pour l'Etat bourgeois conduit L'Humanité à condamner le mouvement protestant « vainqueur » de Wilson au nom de la défense de l'impérialisme anglais : « De la terrasse du Parlement — de Belfast — comme en pays conquis, comme s'il n'y avait pas une assemblée, un gouvernement à Londres, les

ultras vont haranguer leurs troupes » (L'Humanité, 3-6-74).

Le premier soutien que doit apporter la classe ouvrière anglaise à la minorité irlandaise opprimée c'est de combattre pour affaiblir sa propre bourgeoisie et sa domination sur l'Irlande : « La tâche particulière du Conseil central à Londres est d'éveiller la classe ouvrière anglaise à la conscience que la libération nationale de l'Irlande n'est pas pour lui une question abstraite de justice et d'humanité, mais la condition première de sa propre libération sociale », écrivait Marx dans une lettre à S. Meyer et A. Vogt du 9 avril 1870, citée par Lénine, Œuvres, t. 39, pp. 687-689 ; cette position sera réaffirmée cinquante ans plus tard par le II^e Congrès de l'I.C. qui déclarait dans son Manifeste : « Le socialiste qui, directement ou indirectement, défend la situation privilégiée de certaines nations au détriment des autres, qui s'accommode de l'esclavage colonial, qui admet des différences de droits entre les hommes de race et de couleur différentes ; qui aide la bourgeoisie de la métropole à maintenir sa domination sur les colonies au lieu de favoriser l'insurrection armée de ces colonies ; le socialiste anglais qui ne soutient pas de tout son pouvoir l'insurrection de l'Irlande, de l'Egypte et de l'Inde contre la ploutocratie londonienne — ce « socialisme » loin de pouvoir prétendre au mandat et à la confiance du prolétariat, mérite sinon

des balles, du moins la marque de l'opprobre ».

Ceci implique donc, non seulement la lutte la plus acharnée contre l'impérialisme anglais, mais aussi contre l'opportunisme anglais et international.

La potentialité du mouvement irlandais qui affronte l'Etat anglais et ses « pieds noirs » les armes à la main, tient à son pouvoir de catalyseur et de détonateur d'une lutte prolétarienne contre l'impérialisme anglais, pouvoir d'autant plus important que ce mouvement frappe au cœur même de l'Europe impérialiste. La puissance coloniale anglaise est née en Irlande, et sa montée fut celle du capitalisme mondial. La lutte contre le capitalisme anglais sénile est inséparable de celle contre sa domination en Irlande ; le parti communiste doit y préparer le prolétariat par l'indépendance et l'unité politiques et organisationnelles des ouvriers d'Angleterre et d'Irlande, condition indispensable pour radicaliser et intégrer un tel mouvement dans un assaut convergent et décisif contre un des éléments du dispositif de la contre-révolution mondiale.

Les lecteurs de STRASBOURG qui désireraient prendre contact avec nos militants peuvent le faire en écrivant au « Prolétaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris, qui transmettra.

MESSALI HADJ

C'est lui qui le premier revendiqua l'indépendance de l'Algérie dans les colonnes de L'Etoile Nord-Africaine qu'il fonda en 1926. Quand le PCF passa du soutien en paroles à son journal au soutien ouvert à l'Etat français, courant défendre la démocratie contre le fascisme, Messali Hadj fonda le PPA. C'est le Front Populaire qui, avec l'appui tacite du PCF interdit L'Etoile Nord-Africaine. Après les soulèvements populaires de l'après-guerre, écrasés dans le sang par le gouvernement d'Union Nationale, c'est avec la plus grande férocité que l'impérialisme français persécuta le PPA et ses chefs, sous les applaudissements de l'opportunisme. Quand vint l'insurrection de 1954 et la création du FLN, le PPA n'était plus qu'un cadavre politique.

Quelle qu'ait été la trajectoire politique ultérieure d'un chef désormais brisé et usé, les communistes authentiques se souviendront de la figure de combattant révolutionnaire du premier Messali Hadj et ils n'oublieront jamais que sa véritable mort a eu pour cause le terrible isolement de la révolte des masses coloniales et la trahison ignoble du social-impérialisme, portant frauduleusement les couleurs du communisme !

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr 11 (1 giugno 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario :

- Si avvicina l'ora del « compromesso storico » o « contratto sociale » che sia ?
- Una sola possibile difesa per i proletari.
- Farsesca strategia del « programma di sviluppo ».
- Divisione del lavoro in Portogallo.
- Ancora a proposito di studenti, movimento politico e classe operaia.
- Lotte operaie nel mondo.
- Nostri interventi sindacali.
- Lenin : intorno ad una caricatura del marxismo.
- Generalità degli obiettivi transitori (a proposito del « programma transitorio » di Trotsky, 1938).
- « La rivoluzione tecnico-scientifica ».

Abbonamento annuale : 20 F.

Les staliniens et les Commissions Ouvrières en Espagne

En tant que communistes, nous nous distinguons des autres groupes et mouvements en ce que nous possédons une théorie et un programme dans lesquels sont scientifiquement énoncés les buts vers lesquels tend le mouvement prolétarien et les moyens nécessaires pour les atteindre.

La défense de ces pierres angulaires est pour les communistes une exigence prioritaire ; si le parti révolutionnaire n'y répondait pas, il ne serait pas le parti, il ne serait pas en mesure de guider le prolétariat vers la conquête du pouvoir et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Or voilà la déclaration que fait le soi-disant parti « communiste » espagnol (parti staliniens en réalité), en suivant sa ligne de continuel « enrichissement » du marxisme :

« Nous, communistes espagnols, de notre propre mouvement, au fil d'une évolution qui se poursuit, nous sommes parvenus à dépasser les positions sectaires et dogmatiques qui prédominaient dans le passé à propos des syndicats et de leurs rapports avec le parti. Aujourd'hui, nous repoussons la conception du mouvement de masse comme « courroie de transmission » du parti, nous défendons la totale autonomie de ce mouvement : on aplanit ainsi la voie de l'unité de la classe ouvrière ».

Les dirigeants opportunistes des Commissions Ouvrières, qui ont toujours présenté ce mouvement comme un mouvement « autonome », « indépendant du gouvernement et des partis politiques », n'ont pas laissé passer l'occasion que leur offraient les sociaux-démocrates et staliniens de proclamer, dans un document intitulé « Projet de discussion sur l'unité du mouvement de masse », que « l'unité sera possible seulement si le mouvement socio-politique de masse est effectivement et totalement autonome (...). D'ailleurs, l'autonomie n'est pas un problème purement organisationnel (celui d'avoir une organisation formellement distincte), mais un problème politique fondamental, d'autonomie politique globale. Cette autonomie consiste principalement dans le fait que le mouvement de masse doit élaborer démocratiquement dans son propre sein, dans des réunions de commissions et dans des assem-

blées, ses propres programmes, ses propres plans d'action, sa tactique et sa stratégie, c'est-à-dire sa propre ligne d'intervention revendicative et politique à tous les niveaux. C'est pourquoi nous repoussons comme contraire à l'unité et à l'esprit unitaire le rôle de courroie de transmission d'un parti donné ».

Il est bien vrai que cette « nouvelle conception du mouvement syndical » ne constitue pas « un problème purement organisationnel », mais bien « un problème politique fondamental », dans la mesure où, entre la politique bourgeoise et la politique communiste, il n'y a pas de « troisièmes voies » et où l'« autonomie » par rapport à la politique communiste signifie purement et simplement la sujétion à la politique bourgeoise.

Si cette vérité marxiste fondamentale est une « vieille » conception, la conception « autonomiste » et anti-courroie de transmission énoncée plus haut ne l'est pas moins, conception diffusée et pratiquée par les charognes opportunistes du monde entier afin de mieux servir l'autel sacré du mode de production capitaliste.

Dans *Que faire ?* en 1902, Lénine dénonçait très exactement cette « nouvelle » conception chez les économistes et spontanistes, en démontrant justement que « Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise ».

Et plus loin :

« Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais le tout est de savoir comment comprendre la « définition des tâches » par ce mouvement de masse. Elle

peut être comprise de deux façons : ou bien l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouvement, c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie [= du parti marxiste - NdR] à celui d'une simple servante du mouvement ouvrier comme tel (ainsi l'entendent la Pensée Ouvrière et le « Groupe de l'auto-libération » et les autres économistes) ; ou bien l'on admet que le mouvement de masse nous impose de nouvelles tâches théoriques, politiques et d'organisation beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse (...) Il suffira d'indiquer que la Cause Ouvrière a jugé impossible d'assigner comme première tâche au mouvement ouvrier de masse le renversement de l'autocratie (tsariste), tâche qu'il a rabaisée (au nom du mouvement de masse) au niveau de la lutte pour les revendications politiques immédiates ».

Le « pur syndicalisme » — c'est la thèse centrale de *Que faire ?* — est le trade-unionisme, c'est-à-dire la politique bourgeoise, et c'est à cela que tend spontanément la « conscience ouvrière » abandonnée à son « autonomie », c'est-à-dire à l'influence de l'idéologie dominante, celle d'une classe dominante qui en tant que telle ne se trouve jamais à court de « lieutenants » agissant dans le sein du prolétariat.

Que faire ? est l'analyse et la réfutation magistrales de la « nouvelle » conception « non-sectaire » et « non dogmatique » du pseudo-PC espagnol et de ses satellites.

Nier, comme le font les staliniens, les sociaux-démocrates et les extrémistes infantiles anarchisants, le principe léniniste d'après lequel les syndicats et autres organisations ouvrières de masse doivent être la courroie de transmission du parti révolutionnaire — sous le prétexte que ce « vieux principe nuit au cheminement unitaire du mouvement ouvrier —, cela signifie tout simplement renier le marxisme-léninisme, le programme révolutionnaire et ses objectifs historiques, et livrer la classe comme « un jouet aux mains de la bourgeoisie », selon l'expression de Marx.

Une classe qui ne se range pas sous la direction de son propre

parti est comme une armée qui refuse d'obéir aux ordres. Un parti qui, comme le parti staliniens espagnol, renie le programme et les principes n'est qu'une bande de traîtres et de vendus ; à plus forte raison, un syndicat ou un mouvement de masse qui prétend se mettre au-dessus du parti n'est qu'une grande masse asservie au capital.

Sans la direction du parti politique de la classe ouvrière, toutes les organisations de masse perdent toute capacité réelle de lutte révolutionnaire et toute efficacité dans la résistance au capital. Les syndicats et les autres organisations ouvrières de masse sont les organes dans lesquels se forge l'unité des forces de la classe ouvrière, puisque ne militent dans leur sein que des prolétaires. Et c'est justement cette caractéristique qui rend nécessaire, indispensable, le principe léniniste qui veut que ces organisations soient en quelque sorte la réserve du parti dans la lutte pour le pouvoir, la « courroie de transmission » entre parti et masse ouvrière. Nier cette fonction des organisations de masse et vouloir leur donner la prééminence sur le parti révolutionnaire signifie seulement trahir la classe prolétarienne et enterrer la révolution communiste, en désarmant le prolétariat pour que son ennemi de classe, le capital, puisse en disposer à sa guise. C'est pourquoi les sociaux-démocrates et staliniens — les « partis ouvriers bourgeois » d'aujourd'hui —, parlent d'autonomie des syndicats par rapport au parti, parce que cette « autonomie » signifie l'asservissement à l'idéologie et à la politique bourgeoises, dont ces partis sont les agents dans le prolétariat.

Comme la véritable autonomie de classe par rapport à la bourgeoisie, l'autonomie, l'indépendance du prolétariat par rapport à l'opportunisme n'est possible qu'à travers la conquête des masses ouvrières au travail du parti révolutionnaire. Dans la phase impérialiste actuelle, un lien étroit entre parti révolutionnaire et organisations ouvrières est plus que jamais nécessaire, comme condition inéluctable pour éviter leur destruction. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra conférer à la lutte ouvrière cette portée et ce mordant révolutionnaires sans lesquels le prolétariat ne pourra accomplir sa mission historique.

Les erreurs que vous ferez toujours

(le Chili et l'illusion démocratique)

Alors qu'au Chili les bourreaux militaires poursuivent la répression contre les partisans des partis hors-la-loi, surtout les plus à gauche, qui risquent — s'ils ne sont pas déjà tombés sous les coups du nouveau régime — de lourdes condamnations, le secrétaire du Parti Socialiste chilien, Carlos Altamirano, considéré comme le « représentant de l'Unité Populaire en exil », vient de déclarer à un journal italien qu'il veut tirer la leçon de « erreurs à ne pas refaire ». « Si nous avions prévu à temps, et évité les erreurs que nous avons commises, a déclaré Altamirano, le cours des événements aurait été différent », avant de préciser ce qu'il entendait par « erreurs » :

« Dans le gouvernement et dans l'Unité Populaire, le manque de direction politique unitaire, les manifestations de dispersion idéologique et les divergences tactiques ont entraîné des incohérences dans la gestion politique et des incompatibilités parmi les différents éléments qui participaient à la gestion tactique et politique du gouvernement. Ce qui manquait aussi, c'est une politique militaire. Il n'était ni logique ni conséquent de fonder le succès d'un processus révolutionnaire sur la loyauté personnelle de quelques militaires, sur des sentiments en apparence légalistes, sur des traditions qui faisaient partie de la mythologie bourgeoise. Après avoir dit que la classe dominante tient plus à la préservation des rapports de production qu'à la « superstructure juridique », Altamirano répète que ce qui a manqué, c'était une politique militaire ayant un « pouvoir de dissuasion » propre, et il ajoute : « Nous n'aurions pu éviter le coup d'Etat militaire et la guerre civile qu'en nous y préparant. La voie constitutionnelle, sans recours aux armes, par laquelle l'Unité Populaire entendait réaliser le passage au socialisme, n'aurait jamais dû écarter la possibilité de se transformer en action armée ».

Quand ils sont balayés par ceux qui les ont tolérés dans leur propre intérêt, tous les démocrates sont prêts à admettre qu'ils se sont trompés par excès de « démocratie ». Piètres interprètes libéraux d'une démocratie bourgeoise qui à d'autres époques n'était pas jugée inconciliable avec l'usage de la force et de la terreur contre les pouvoirs abattus et qui au contraire s'en nourrissent, les « socialistes » chiliens bafouillent aujourd'hui sur ce qu'ils auraient dû faire. Après le coup terrible, s'élevaient les inévitables plaintes et on assiste à une débauche écœurante de « mea culpa » se voulant plus sincères les uns que les autres. Mais, — et ceci aussi est inévitable — on ne tire pas de la tragédie chilienne la seule leçon qui vaille, à savoir qu'il est nécessaire de rompre le front d'une « démocratie officielle », expression, ne disons pas d'une « transition au socialisme », mais même d'un pouvoir fort à l'égard des classes possédantes les plus arriérées et des intérêts impérialistes, cette force étant irréalisable sans l'armement et l'organisation des forces révolutionnaires dont le prolétariat sera toujours le moteur. Or cette condition il serait fou de l'attendre

de la « démocratie » alors que, précisément, le prolétariat est le seul qui lutte à fond contre elle.

Pourquoi donc le gouvernement d'Allende n'a-t-il pas créé ce front, et pourquoi a-t-on donné plus d'importance aux « structures juridiques » qu'aux « rapports de production », comme dit le socialiste Altamirano en laissant entendre que c'est le contraire qu'on aurait dû faire ?

La vérité est que la tentative d'Allende n'a même pas atteint le niveau d'un mouvement bourgeois radical. C'était un mouvement lancé par la haute bourgeoisie elle-même et « caractérisé » par le fait qu'on a essayé de réaliser un compromis entre toutes les classes sociales. La bourgeoisie croyait pouvoir gouverner sur la base de ce compromis général et pensait avoir trouvé en Allende l'homme qui pouvait modérer toutes les tendances extrémistes, surtout celles exprimées par les masses ouvrières et paysannes. Mais, après la victoire du coup d'Etat, chacun déclare en pontifiant qu'Allende n'a jamais eu la force d'imposer quoi que ce soit, et surtout pas, comme le reconnaît Altamirano lui-même, sur le plan militaire. En dépit de la faible résistance du palais de la Moneda, le pouvoir est passé aux militaires non pas malgré Allende, mais grâce à Allende. On sait en effet que ces mêmes militaires avaient été choqués par le gouvernement « socialiste ». « De 1970 à 1973, le budget de la défense, écrivait *Le Monde* du 20 décembre 1973, est passé de 1.119.700.000 d'escudos à 7.340.063.000 d'escudos », une augmentation considérable, même « compte tenu de l'inflation », surtout par rapport à 1969, « dernière année du gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei », lui-même d'ailleurs pris d'une « brusque sollicitude à l'égard des prétoires » au moment de l'élection présidentielle. La conquête des forces armées — présentées comme un modèle d'armée démocratique, au même titre que les autres institutions — ne s'est pas faite en remplaçant tous les anciens cadres, mais en voulant acheter cet appareil tel quel, grâce à des améliorations importantes sur le plan économique et au niveau des structures, avec pour seul résultat de donner des armes à l'ennemi et de le renforcer. L'armée chilienne était instruite militairement et « idéologiquement » par les Etats-Unis et Allende n'avait pas mis fin à cette situation : chaque année au moins 200 officiers et sous-officiers allaient suivre des cours de perfectionnement à Panama. Le général Carrasco W. (cf. article du *Monde* cité) qui fut accueilli triomphalement à Cuba en 1972 ne cachait pas qu'il avait tiré grand profit de ces cours, où il avait appris la « counter-insurgency war », c'est-à-dire la guerre contre-révolutionnaire.

Selon un des « collaborateurs militaires les plus proches » de l'Unité Populaire, pour Allende « rompre ou même seulement réviser les rapports sur le plan militaire avec Washington eût été, à son gré, introduire un facteur politique dans les problèmes essentiellement professionnels » (idem). De plus, toujours selon la même source, quand le général Prats déjoua le complot du 29 juin 1973 mis sur pied par le colonel Souper, « la marine et la Fach (l'aéronautique) étaient déjà depuis longtemps (c'est nous qui soulignons) prêtes à se soulever, et dans ces conditions l'épuration dans l'armée de terre, gagnée presque intégralement aux idées putschistes, loin de freiner le coup d'Etat, l'aurait déclenché ».

Il s'agit donc de tout autre chose que de simples « erreurs » ! Allende n'était au pouvoir que dans la mesure où il avait favorisé tout cela, en laissant toujours l'alternative « forte » dans les mains de ceux qui détenaient le pouvoir réel. L'erreur, c'est tout simplement de s'être engagé dans la « voie chilienne », une voie dont Altamirano déclare qu'elle n'a pas fait faillite, mais qu'elle reste « un espoir ouvert pour les peuples ».

Que la « voie chilienne » ait été fermée à tout développement ré-

volutionnaire, c'est ce que confirment notamment les propos tenus par un conseiller politique d'Allende, Juan Garces, qui, à la question de savoir si « l'on pouvait armer les ouvriers », répond par la négative (*Le Monde*, 18 décembre 1973). Reconnaissant que « l'Unité Populaire fondait sur la légitimité politique son droit de gouverner le pays et d'appliquer son programme, sans qu'il y ait un seul général socialiste, encore moins communiste, dans le haut commandement » (force militaire contre « légitimité » politique !), le conseiller d'Allende affirme textuellement qu'« il n'y a pas de révolution possible sans armée révolutionnaire » et décrit comme un échec la tentative d'Allende de s'appuyer sur l'aile démocratique des forces armées, celle-ci étant trop faible pour « neutraliser la majorité anti-socialiste des officiers ».

Puisque le problème de la voie légale était, comme toujours, de maintenir « l'équilibre interne qui s'était établi », il fallait absolument éviter la rupture : « le choix des forces armées ne laissait guère subsister de doute. En aucun cas, elles ne deviendraient le bras armé de la classe ouvrière [c'est-à-dire, en réalité, des forces potentiellement révolutionnaires] ».

Le collaborateur d'Allende sait de quoi il parle : « L'appui des militaires au gouvernement d'Allende s'inscrivait dans des limites politiques et sociales rigides, au-delà desquelles il ne pouvait se poursuivre [...]. Le secteur des forces

armées reconnaissait le gouvernement légal dans la mesure où celui-ci agissait conformément au droit. Il lui était lié par une idéologie « institutionnelle » et non une idéologie de classe ».

En d'autres termes, on reconnaissait que l'armée était une force ennemie que l'on croyait « contrôler »... en se tenant tranquille. Pour le collaborateur d'Allende il était donc clair que « ce même corps armé qui défendait le gouvernement lui aurait désobéi s'il avait reçu un ordre contraire à la Constitution. Le président Allende n'avait pas la possibilité de renvoyer les Chambres et de gouverner par décrets-lois. Pas un seul régiment ne l'aurait alors soutenu ».

Par conséquent les conditions mêmes qui permettaient d'être au pouvoir imposaient de ne rien faire de révolutionnaire. Pourquoi alors ne pas avoir fait appel, pour sortir de cette impasse, aux forces extérieures à l'armée, pourquoi ne pas les avoir armées et organisées ? La réponse du conseiller d'Allende est pour le moins décourageante : « Il n'était même pas possible d'entreprendre une action de ce type (la distribution d'armes aux travailleurs) sans qu'elle soit immédiatement connue des forces armées » ! Tous les propos de Juan Garces se ramènent à une seule chose : l'armement et l'action armée n'étaient pas possibles dans ces conditions, cela aurait provoqué une répression de la part de l'ar-

mée : « Entre 1970 et août 1973 les circonstances objectives et subjectives qui déterminèrent le processus de l'Unité populaire rendaient impossible l'organisation d'une armée populaire parallèle à l'armée de métier ».

Le programme politique du gouvernement d'Allende s'exprimait donc essentiellement dans l'attitude typique de tous les gouvernements modérés — qu'ils se présentent ou non comme une transition vers le socialisme — qui est de ne rien faire de radical pour éviter les réactions des militaires, et de tout faire en revanche pour faire croire au prolétariat et aux paysans que c'est là la seule façon d'empêcher la réaction de passer. En d'autres termes, le gouvernement ayant plus peur de l'organisation des ouvriers et des paysans que de l'armée qui le tolérait, alors que les prolétaires en armes, eux, ne l'auraient pas toléré.

Il est clair que tous ceux qui ont soutenu, de l'intérieur ou de l'extérieur, cette voie « pacifique » sont responsables du résultat. Une force révolutionnaire aurait ressenti comme un devoir fondamental le maintien rigoureux de son indépendance militaire et organisationnelle vis-à-vis du gouvernement et de ses partis, non seulement dans le but de contraindre ces derniers à être plus radicaux dans les mesures bourgeoises qu'ils prenaient, mais aussi pour se donner les moyens d'organiser l'autodéfense

(suite page 4)

Un pas en avant, un pas en arrière

(Suite de la page 1)

vrier ne serait, comme le dit notre programme [le Programme de Transition, qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat] (p. 26). On retrouve ici la même déplorable confusion commune à tous les groupes trotskystes dans la question de l'Etat : il existerait une étape possible sinon nécessaire entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, où l'Etat commencerait à être transformé. Il n'y a là pas autre chose que la vieille erreur gradualiste.

Mais la même confusion se retrouve dans la question du parti : elle leur fait déplorer les amours « indignes » de l'opportunisme avec la bourgeoisie, et les pousse à conjurer ce dernier de rompre avec elle et de revenir à son épouse légitime, la classe ouvrière — comme si les partis ouvriers bourgeois n'étaient pas irréductiblement des agents de l'ennemi de classe ! Ainsi, la tâche de l'OCI au cours de la campagne 1974 était, pour la LIRQI, de dire : « Si les dirigeants du PC, du PS et des syndicats veulent appliquer le programme ouvrier, c'est-à-dire prendre le pouvoir, nous les appuyons inconditionnellement. Qu'ils rompent avec la bourgeoisie ! Qu'ils réalisent le programme ouvrier ! Qu'ils en finissent avec le roman indigne avec Mitterrand le bourgeois et les radicaux de gauche ! Nous sommes prêts à les appuyer à fond dans cette voie et dans la rupture avec la collaboration de classe ! » (p. 35). De même, en 1971, il s'agissait « d'aider à chasser Mitterrand et la Convention du PS » car « l'entrée de Mitterrand, c'est-à-dire d'un [...] homme politique de la bourgeoisie, et ce qu'elle promet, ouvre la voie à la destruction du parti socialiste en tant que parti d'origine ouvrière » (*Informations ouvrières* n° 526, cité et approuvé par la LIRQI, p. 20).

Si la LIRQI (tout comme l'OCI) insiste plus sur l'« origine ouvrière » des partis ouvriers bourgeois que sur le contenu bourgeois de leur politique et vise à empêcher leur « destruction » en tant que partis « d'origine ouvrière », c'est-à-dire en tant que partis opportunistes, c'est que en fait, pour elle comme pour l'OCI, le but n'est pas de gagner les masses ouvrières aux principes et à l'encadrement révolutionnaires contre les partis

ouvriers bourgeois qui les influencent, mais bien d'absorber non seulement les militants, mais les « cadres organisateurs » de ceux-ci (p. 27), sur la base des principes démocratiques et réformistes qui leur sont communs.

Dans ces conditions, affirmer par ailleurs que « le prolétariat ne peut attendre qu'une chose des solutions de l'appareil stalinien : la contre-révolution » n'est dans la bouche de la LIRQI qu'une phrase ronflante et pour le moins contradictoire.

Si la LIRQI retombe dans le gradualisme tout en croyant critiquer la théorie de la « révolution par étapes » de l'OCI, *Révolution* s'y débat tout en croyant critiquer la théorie chère à *Rouge* du « débordement » de l'Union de la Gauche. Certes, contre les ambiguïtés de *Rouge*, *Révolution* définit clairement un tel gouvernement comme une « solution bourgeoise de collaboration de classe » dont l'« objectif avoué est d'utiliser la classe ouvrière pour développer une gestion plus humaine et surtout plus efficace du capitalisme » (n° 56 du 10 mai 1974), affirme qu'en conséquence « les révolutionnaires n'auront ni à radicaliser l'action d'un gouvernement Mitterrand, ni à déborder ses initiatives, mais à le combattre en forgeant l'unité ouvrière et populaire [passons !] sur des bases révolutionnaires en totale rupture avec le pouvoir », et dénonce la politique d'« unité d'action avec les réformistes » qui « mène sur la voie de l'opportunisme ».

Fort bien ! Seulement, quand la « situation » presse, quand la gauche semble cette fois tout près de gagner, oh a beau prétendre lutter contre « tous » les gouvernements, l'immédiatisme finit toujours par montrer à qui vont ses préférences. C'est ainsi qu'à l'approche du deuxième tour, *Révolution* a brusquement découvert qu'il convenait d'appeler à voter Mitterrand « pour exprimer la volonté des travailleurs d'en finir avec la réaction, d'imposer leurs exigences, d'améliorer leurs conditions de vie et de lutte » (*ibid.*), retombant ainsi en plein dans la théorie, qu'il venait de critiquer, du « meilleur » gouvernement comme « tremplin » pour la révolu-

tion. Et de crier « Dehors Giscard et la réaction ! » avec tous les bons démocrates, tout en appelant « les travailleurs à la vigilance et à l'action [ce qui est bien plus vague que de préparer l'affrontement dont on parlait tout à l'heure...] contre le gouvernement quel qu'il soit qui sortira de ces élections ».

C'est la même absence de principes révolutionnaires qui explique l'attitude de *Révolution* dans la question du parti. Pour le spontanéisme, l'« action » est la grande réconciliatrice. Il suffit d'être, comme le PSU, à la gauche du PC, et d'avoir été mêlé peu ou prou à la lutte des Lip pour être « révolutionnaire » (voir l'agitation en faveur de la candidature « unitaire » Piaget). Il suffit d'avoir, comme *Lutte Ouvrière*, utilisé la tribune de la télévision avec quelque éclat (fut-ce pour y développer les thèmes les plus éculés de l'ouvriérisme et du crétinisme électoral) pour « manifester qu'il [existe] une autre voie que celle de l'Union de la Gauche : la voie révolutionnaire, déjà à l'œuvre dans les luttes ouvrières et populaires ». Tant il est vrai que dans une auberge espagnole chacun peut trouver son bien — sauf nous, maudits sectaires que nous sommes !

Ainsi de même que l'OCI, *Rouge* et *Lutte Ouvrière* font le pont avec le PC, la LIRQI et *Révolution* font le pont avec l'OCI, *Rouge* et *LO*. Soit qu'elles veuillent revenir en arrière sur la pente de l'opportunisme vers les déviations du passé qui portaient inéluctablement en germe les déviations présentes, soient qu'elles participent des illusions spontanéistes et immédiatistes, les critiques partielles faites à l'opportunisme (y compris à ses variantes de « gauche ») représentent elles aussi des impasses — au même titre que celles que l'OCI, *Rouge* et *LO* peuvent faire de la social-démocratie et du stalinisme — parce qu'elles ne rompent pas radicalement avec les principes opportunistes. La construction du parti capable de diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat ne peut se faire que sur la base de la lutte la plus complète et la plus radicale contre toutes les substitutions du marxisme, contre tous les ponts jetés vers l'opportunisme.

UNE NOUVELLE PUBLICATION

Acaba de aparecer nuestro opúsculo en español en la serie « los textos del partido comunista internacional »

PARTIDO Y CLASE

Sumario :

Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920

Partido y clase - 1921

Partido y acción de clase - 1921

El principio democrático - 1922

Dictadura proletaria y partido de clase - 1951

La inversión de la praxis - 1951

Partido revolucionario y acción económica - 1951

El ejemplar : 8 F.

(suite de la page 1)

liste et communiste comme le ministre du travail communiste, Avelmo Pacheco Gonçalves — par ailleurs ancien dirigeant d'un syndicat officiel, mais dirigeant « honnête », cela s'entend —, ou comme Alvaro Cunhal, ces hommes qui sont des « portugais comme les autres » — et pressés de le montrer —, et vous avez le nouveau gouvernement !

La « révolution du 25 avril » ne mérite donc aucun sacrifice du prolétariat pour la défendre. La démocratie qu'elle a apportée n'est plus jeune et naïve : elle a besoin d'un « protecteur » et... connaît la chanson. C'est une démocratie du type Libération 1945 avec des airs de coup d'Etat 1958 : sa substance est l'union nationale, le bloc de tous les partis. Seule elle peut permettre la mutation d'une société arriérée ; seule elle peut permettre d'assurer au moindre coût la décolonisation et l'aggiornamento du capitalisme portugais et lui redonner santé et vigueur.

* *

Qui pouvait en effet sérieusement tenter de sauver ce qu'il est possible de sauver dans un empire colonial aux quatre coins duquel frappe la guérilla, alors que les grands groupes financiers ont déjà opéré le tournant qui dirige leurs capitaux de plus en plus vers la métropole au détriment des colonies et leur

commerce de plus en plus vers l'Europe au détriment des « provinces d'outre-mer », alors que la jeunesse déserte une armée dilatée dans une situation où « aucune victoire militaire n'est possible » ?

Assurément pas le régime de Salazar-Caetano qui était aussi incapable de manœuvrer qu'un vieillard de faire des galipettes. Mais il fallait que viennent au gouvernement des partis capables d'éviter le pourrissement complet de l'armée en donnant aux soldats, c'est-à-dire aux enfants des classes laborieuses enrôlés dans la guerre coloniale l'espoir d'une issue, d'une fin proche. Et ces partis démocrates, « socialistes » à la Soares, s'ils ont l'avantage d'être comme leurs collègues Wilson et Mitterrand des docteurs en impérialisme, savent utiliser le mensonge démocratique, qui n'exclut jamais, faut-il le rappeler, la force des canons, mais repose sur elle. Tel est le sens de la démocratie que Spínola a sorti de sa casquette de général, cette démocratie seule capable d'organiser « un référendum pour une autodétermination liée à un Portugal renouvelé. En somme, la continuation d'un Portugal pluricontinental et multiracial » (L'Avenir du Portugal, ouvrage de Spínola cité par Le Monde

Portugal

Diplomatique de mai 1974), cette démocratie qui demande aux mouvements africains d'abandonner les armes pour s'asseoir à la table de négociation, alors qu'elle, évidemment reste armée jusqu'aux dents.

Ce n'est pas, on s'en douterait, le PCP qui pourrait contrecarrer en quoi que ce soit ces manœuvres de l'impérialisme, alors que son programme revendique non pas l'indépendance inconditionnelle des colonies, mais « l'indépendance du Portugal » et « la fin de la guerre coloniale », infâmies enrobées dans la confiture de la « voie démocratique » et du « socialisme » (L'Humanité du 18-5 citant Avante, organe du PCP), à l'instar du PCF qui en Indochine réclamait la fin de la guerre au nom de l'intérêt national et de « l'indépendance de la France ». En réalité, le PCP adhère tout à fait à la position du gouvernement : « à partir du point de vue unanime selon lequel on doit arrêter la guerre et ensuite trouver un règlement politique, il est possible de marcher et de marcher très vite (...) vers le chemin de la négociation et de la paix » (Avante cité par L'Humanité du 18-5). Lui aussi est pour que les « rebelles » laissent « les couteaux au vestiaire » !

Ainsi, le gouvernement de Spínola peut espérer une armée gaillardie et renforcée (O Seculo du 20-5 rapporte qu'au Mozambique au moins « la D.G.S. [police politique] qui a été démantelée depuis le 25 avril, a été absorbée par les Forces Armées comme unité de services secrets militaires ») ; il peut compter sur les manœuvres de Soares, la corruption et le mensonge démocratique, ainsi que sur les pressions exercées par les « pays frères » et les impérialismes grands et petits auxquels l'Etat portugais sert de garde-chiourme, et à ce titre au moins, intéressés à « l'avenir » de ces « provinces d'outre-mer ». Et grâce à tout cela l'Etat portugais parvient à des résultats qui n'auraient jamais été possibles voici seulement quelques mois : adapter la politique aux conditions particulières des différents pays, obtenir la limitation des activités militaires en Guinée, tout en réussissant à imposer au PAIGC de « discuter séparément » des îles du Cap-Vert, sous le prétexte cynique qu'il « n'y a pas de combats dans l'archipel » (Le Monde du 29-5) ; promettre au Mozambique un référendum rapide dans l'année

pour neutraliser la vague de grèves qui ne tarit pas tout en réaffirmant que « la répétition d'actes de violence sera considérée comme portant atteinte à l'idéal exprimé dans le programme des Forces Armées et comme telle, sévèrement réprimée » (O Seculo du 30-5) ; se réserver pour concentrer tous les moyens de division, de subordination et de contrainte pour l'Angola dont on veut faire un « nouveau Brésil ».

* *

Mais essayer de sauver le maximum de l'empire suppose une condition importante : que l'Etat portugais ait les mains libres et ne soit pas paralysé par une situation métropolitaine mouvante ; or, justement, les coups de boutoir des guérillas africaines entraînent dans la métropole des risques d'agitation sociale, des risques pour la sacro-sainte paix sociale.

Il y a les petits industriels et les petits bourgeois auxquels la « réorientation des échanges » a apporté la concentration capitaliste accélérée, l'expropriation et ôté la tranquillité salazariste du « marché protégé » et du « pacte colonial » ; il y a toutes les couches auxquelles la « décolonisation » va ôter les sinécures de l'administration et de l'armée coloniale, il y a toutes ces couches balançant entre les nostalgies d'une quiétude désormais révolue à l'ombre de l'empire et le ressentiment vis-à-vis d'une guerre épuisante et sans fin. Qui peut panser leurs plaies et calmer leurs douleurs, sinon les démocrates et les socialistes avec leurs baumes et leurs tisanes soporifiques ? Et puis il y a le prolétariat, que les dures nécessités de la concurrence européenne à la place de la non-concurrence coloniale mettent dans une insécurité aggravée par la guerre lancinante, dont la misère a provoqué les vagues de grèves qui se succèdent depuis 1969-70. Qui pouvait faire reprendre le chemin de la caserne, faire patienter le prolétariat, lui demander même de nouveaux sacrifices pour « l'avenir d'un Portugal renoué et démocratique », sinon les syndicats et les partis soi-disant « ouvriers » — et en particulier le parti « communiste » — qui prétendent les mener au « socialisme » ? Ces sacrifices ont d'ailleurs une telle actualité qu'ils ont déjà trouvé un symbole dans la campagne lancée par un syndicat de l'électricité : « Un jour de travail pour le Portugal » — une « idée » dont la bourgeoisie espère qu'elle va

trouver « une large dimension et soulever un grand enthousiasme parmi les classes laborieuses » (O Seculo du 5 juin).

* *

C'est ainsi que le vieux salazarisme moribond a été remplacé par le « gouvernement de salut public » où l'écueil rouge est simplement venu se mettre à côté du crucifix.

Cette farce portugaise ne serait pas possible sans la collaboration non seulement des partis bourgeois de gauche, mais surtout de l'opportunisme ouvrier, qui va au gouvernement non parce que son jeu naïf le pousserait contre son gré dans les bras de la bourgeoisie et de son Etat, mais parce que sa fonction est de venir au secours de l'Etat à l'ombre duquel il compte s'engraisser, et de tenter de faire patienter le prolétariat en dévidant de façon monotone ses litanies sur le « socialisme aux couleurs nationales » ; parce que sa nature opportuniste le pousse irrésistiblement à devenir un pilier de l'Etat, un pilier de l'ordre établi, à s'en faire le défenseur acharné, à tenter d'y enchaîner la classe ouvrière et ses organisations.

C'est ce spectacle odieux que nous a livré ces derniers jours l'opportunisme au Portugal, quand, face aux ouvriers qui, dans de nombreux secteurs ont avancé la revendication du « tout, tout de suite », c'est-à-dire la semaine de 40 heures, le salaire à 6.000 escudos, la sécurité sociale, face aux prolétaires qui tentaient de se défendre avec la grève, les partis et les syndicats ont crié : « Halte-là ! Vous mettez en péril l'économie nationale », « notre pays est trop pauvre » ; quand ils ont appelé à des manifestations comme celle du 1^{er} juin organisée par 90 syndicats sur des mots d'ordre tels que : « non aux grèves, oui à l'unité avec les forces armées » (La Stampa du 2-6). « La grève est l'arme des trusts », « la liberté n'est pas l'anarchie », « les gauchistes font le jeu de la réaction » (dont acte puisque le responsable d'un journal d'extrême gauche vient d'être arrêté). Voilà autant d'échos d'une période où l'on promettait dans d'autres pays des « lendemains qui chantent » pourvu que l'on « retroussât les manches » ; les « lendemains » sont devenus les jours que nous connaissons, ces jours où de nouveau se prépare le « temps des sacrifices » et où de nouveau l'opportunisme se porte candidat aux gouvernements pour renforcer l'Etat bourgeois, cette forteresse qui, tant qu'elle est debout, barre au prolétariat le chemin du communisme.

L'ATTENTAT DE BRESCIA

Une seule défense possible pour les prolétaires

La tragédie de Brescia (Italie), où l'attentat d'un groupe fasciste a provoqué la mort de 7 personnes au cours d'une manifestation, apporte une nouvelle et amère confirmation à un diagnostic aussi vieux que le communisme révolutionnaire. En posant, au moyen de la violence anti-ouvrière, sa candidature à l'exercice de la dictature bourgeoise, le fascisme nourrit au sein de la classe ouvrière, victime de sa terreur, l'illusion démobilisatrice et défaitiste qu'elle peut trouver protection dans une démocratie renforcée par l'apport de partis et d'organisations syndicales à base ouvrière, dans l'application plus rigoureuse de la loi, dans un Etat décidé à la faire respecter. Ces solutions, que l'opportunisme considère comme l'antithèse même du fascisme, convergent en réalité vers le but qui leur est commun : maintenir debout l'ignoble système capitaliste, opposer aux menaces de subversion que fait naître la crise économique et sociale le rempart d'un Etat le plus « fort » possible.

La défense ouvrière contre le fascisme qui se déchaîne impunément s'impose. Mais elle ne pourra jamais trouver sa solution sur le terrain des protestations pacifiques, des invocations à la justice, des appels à l'Etat conçu comme un organe au-dessus des classes auquel on peut confier la défense ouvrière, de l'« union de tous les citoyens honnêtes » et des pleurs versés sur les victimes. Sa solution exige de reconnaître clairement que méthode fasciste et méthode démocratique — et les partis et organisations qui y correspondent — ne s'excluent pas mais se complètent et se soutiennent mutuellement, et que la classe ouvrière ne peut se défendre qu'en rejetant tout l'arsenal que lui offre la démocratie, et en rendant au fascisme coup pour coup, sur son propre terrain, de la même façon que, dans le conflit syndical le plus modeste, c'est la lutte ouverte et non le dialogue, la sauvegarde des intérêts de la classe exploitée et non ceux de l'économie nationale, la solidarité entre prolétaires et non avec les bourgeois, qui sont la condition préalable d'une défense digne de ce nom et de résultats non éphémères.

Ou bien on reconnaît, comme une nécessité vitale, ces principes, inséparables de l'existence même des antagonismes et des luttes de classe, ou bien on est écrasé entre le marteau noir du fascisme et l'enclume tricolore de la démocratie, en victime à la fois de la violence ouverte et de l'illusion de la non-violence, de l'illégalité déchaînée et de la légalité tirée à quatre épingles.

PUBLICATIONS DU PARTI

EN FRANÇAIS

— Communisme et fascisme, 158 p.	8,00 F
— Le principe démocratique, 24 p.	1,50 F
— Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. ..	4,00 F
— La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 p.	5,00 F
— Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p.	4,00 F
— Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F

EN ESPAGNOL

— Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
— Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	4,00 F
— Partido y clase	8,00 F

EN PORTUGAIS

— Teses características do partido: bases de adesao ..	3,00 F
--	--------

Les erreurs que vous ferez toujours

(suite de la page 3)

des prolétaires et des paysans même contre le gouvernement de « pacification ».

Qu'a fait un Altamirano, lui qui — selon ce que rapporte R. Debray — affirmait que « la meilleure façon de précipiter l'affrontement et de le rendre encore plus sanglant est de lui tourner le dos » ? Après le putsch manqué du 29 juin, Altamirano déclarait : « L'unité n'a jamais été aussi grande entre le peuple, les forces armées et les carabiniers (...) et cette unité ira en se renforçant à chaque nouvelle bataille de la guerre historique que nous menons ». Ces forces armées

liées au peuple, ce sont celles dont le « choix putschiste » ne laissait, selon Garces, aucun doute, celles qui allaient réprimer le peuple quelques mois plus tard et qui avaient même reçu du gouvernement progressiste l'autorisation de réquisitionner toutes les armes découvertes grâce aux renseignements fournis par les « citoyens ». « Erreur » aussi, cette loi ?

La seule « erreur » c'est de croire que l'on peut prendre une voie révolutionnaire sans moyens révolutionnaires. L'erreur, c'est le gouvernement Allende lui-même, avec ses amis. Voilà la leçon qu'il faut tirer.

Maintenant la pire erreur serait de croire que pour corriger les défauts d'une « direction politique unitaire », les défauts de « dispersion idéologique » et de « divergences tactiques », il faille refaire le même bloc unitaire, comme l'affirme Altamirano. Critiquant le « sectarisme » de naguère, celui-ci parle de « volonté unitaire » et de « magnanimité et de générosité pour oublier (sic) le passé et travailler avec optimisme vers l'avenir » ! Les seuls qui soient exclus de ce bloc unitaire ce sont ceux qui en sont sortis pour le combattre avec les armes des militaires.

Altamirano a parfaitement exprimé, lors de sa rencontre avec le PS à Paris, l'illusion unitaire qui a mené à la catastrophe, montrant par là que ses critiques n'étaient en aucune façon son unitarisme suicidaire : « Nous avons vaincu dans l'unité, nous avons été douloureusement battus dans l'unité, c'est dans l'unité que nous vaincrons ». Or, les causes de l'échec tiennent précisément à cette unité, qui ne donnera jamais une véritable victoire.

Comme nous le rappelions dans notre éditorial sur le Chili (Le Prolétaire n° 158) c'est là la voie de 1848 tracée par Marx et Engels, celle du refus d'être un simple « appendice de la démocratie officielle », celle de la reconnaissance de la nécessité de se constituer en « organisation indépendante, secrète et publique ». C'était la voie qu'il fallait prendre pour ne pas tomber dans l'illusion démocratique, c'est celle qu'il faudra suivre pour remonter la pente.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP